

**BURUNDI**

# Rapport accablant d'Amnesty

## Le dernier rapport d'Amnesty

**international sur le Burundi est accablant. La torture se répand dans le pays.**

**L**es opposants réels ou supposés au président Pierre Nkurunziza, sont couramment victimes de torture au Burundi, frappés à coups de barres de fer ou brûlés à l'acide par les forces de sécurité, a dénoncé lundi Amnesty International (AI).

«L'usage de la torture et autres mauvais traitements contre des membres de l'opposition politique, ou supposés tels, semble se répandre et s'aggraver» au Burundi depuis qu'a éclaté fin avril un mouvement de contestation contre le 3<sup>e</sup> mandat du président Nkurunziza, finalement

réélu le 21 juillet, écrit l'organisation de défense des droits de l'homme.

Selon les témoignages recueillis par AI dans un rapport intitulé «Dites-moi juste ce que je dois avouer», tant la police que le Service national de renseignement (SNR) multiplient les tortures : les détenus sont frappés avec des câbles électriques, matraques, barres de fer, violemment piétinés, menacés de mort ou font l'objet de simulacre d'exécution.

«Ils ont pris un bidon de cinq litres rempli de sable et l'ont attaché à mes testicules. Ils l'ont laissé comme ça pendant une heure, je me suis évanoui», a raconté une victime à AI, «puis quand je suis revenu à moi, ils m'ont fait asseoir dans une flaque d'acide de batterie».

Le rapport comprend aussi le témoignage du journaliste burundais Esdras Ndikumana, 54

ans, correspondant de l'AFP et de Radio France Internationale (RFI), arrêté le 2 août par le SNR et sévèrement battu durant deux heures. Outre la torture et les mauvais traitements, AI dénonce le caractère arbitraire des arrestations et détentions et l'absence d'avocats, de médecins et de visites de proches.

Le président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, a prêté serment le 20 août pour un 3<sup>e</sup> mandat que ses adversaires jugent contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha ayant ouvert la voie à la fin de la guerre civile au Burundi (300 000 morts entre 1993 et 2006).

L'annonce de sa candidature, fin avril, a déclenché six semaines de manifestations, quasi quotidiennes à Bujumbura, finalement étouffées par une sanglante répression. Les autorités ont également maté en mai une tentative de coup d'État militaire. ■